

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° E-2025-231**  
**Société SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze à Biars-sur-Cère et Girac**

**La Préfète du Lot,**

**Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU la décision 2020/2009 établissant les conclusions sur les MTD associées à la rubrique 3700 parue le 9 décembre 2020 au Journal Officiel de l'Union européenne ;

VU le code de l'environnement notamment les titres I<sup>er</sup> et IV du livre V, le titre VIII du livre I<sup>er</sup> et les articles R. 515-65 à R. 515-69 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de la préfète du Lot – madame RAULIN (Claire) ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 notamment sa rubrique 3700 relative à la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques, avec une capacité de production supérieure à 75 mètres cubes par jour, autre que le seul traitement contre la coloration ;

VU l'arrêté du 28 juin 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3700 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3700) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 août 1978 modifié autorisant la société SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze à exploiter sur le territoire de la commune de Biars-sur-Cère, une usine de fabrication de traverses sous rails et de bois d'appareils de voie ferrée traités à la créosote ;

VU le dossier de réexamen IED (directive relative aux émissions industrielles) et le rapport de base déposé par la société SNCF en date du 8 décembre 2021 ;

VU le courrier du 19 décembre 2024 de la société SNCF sollicitant un délai supplémentaire d'une année pour se mettre en conformité avec la MTD n° 51 du BREF STS pour les émissions de COVT, soit jusqu'au 30/12/2025 ;

VU l'absence de remarque sur cette demande émise par l'Agence Régionale de Santé délégation départementale du Lot dans son courrier du 24 décembre 2024 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Puybrun en date du 28 mars 2025 ;

VU le registre de consultation du public ouvert en mairie de Biars-sur-Cère du 31 mars 2025 au 27 avril 2025 inclus ;

VU l'absence d'observation transmise par voie électronique lors de la consultation du public organisée du 31 mars 2025 au 27 avril 2025 inclus ;

VU le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 23 mai 2025 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques à l'issue de la consultation électronique du 24 et 25 juin 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté le 8 juillet 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

VU l'accord de l'exploitant transmis par courrier en date du 15 juillet 2025 sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'imprégnerie actuelle ne satisfait pas aux niveaux d'émission associés aux meilleures technologies disponibles (MTD) pour le paramètre Composés Organiques Volatils (COV), mentionnés par l'arrêté ministériel du 28 juin 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT que le projet d'adaptation industrielle de l'imprégnerie est en phase de mise en service et permettra de respecter ces niveaux d'émission à l'échéance du 30 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que le report temporaire de l'application de certains niveaux d'émission associés aux meilleures technologies disponibles, jusqu'à la finalisation de la mise en service de la nouvelle imprégnerie, soit jusqu'au 30 décembre 2025, n'emporte pas de conséquence notable pour l'environnement ou la santé publique ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) émis par consultation électronique du 24 et 25 juin 2025 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Lot,

## **A R R Ê T E**

### **Article 1 : Exploitant**

La société SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze, dénommée ci-après l'exploitant est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour son installation d'imprégnation de traverses de chemin de fer sise 1 rue du 19 mars 1962 sur le territoire de la commune de Biars-sur-Cère et Girac.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)".

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès de la préfète du Lot – Place Jean-Jacques Chapou, 46 000 Cahors. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92 055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours (excepté le télésecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Fait à Cahors, le 30 JUL. 2025

Pour la préfète,  
le secrétaire général,

Guillaume RAYMOND



## **Article 2 : Respect des MTD au titre des rubriques 3700 et 3710**

L'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 juin 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3700 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3700) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **Article 3 : Dérogation temporaire**

En application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 28 juin 2021 et des articles R.515-60 à R.515-69 du code de l'environnement, l'article 14.1 de l'arrêté ministériel susvisé est remplacé par les prescriptions ci-dessous jusqu'au 30 décembre 2025 :

Les émissions dans l'air résultant de la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de créosote et/ou de produits chimiques à base solvantée respectent les VLE suivantes :

Paramètre	Procédé	VLE
COVT	Traitement à la créosote et/ou traitement par produits chimiques à base de solvants organiques	110 mgC/Nm <sup>3</sup>
HAP (1)	Traiteent à la créosote	< 1 mg/Nm <sup>3</sup>

## **Article 4 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 5 : Publicité**

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Lot, pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Lot, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Lot et notifié à l'exploitant. Copie en sera adressée :

- au maire de la commune d'implantation ;
- au Sous-préfet de l'arrondissement compétent ;

## **Article final : Délai et voies de recours**

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31 000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département.